

Africa Agriculture Trade Monitor

2019 SYNTHÈSE

Nous vivons une époque cruciale pour les relations commerciales internationales et pour l'intégration commerciale africaine. Les tensions protectionnistes élevées qui ont cours au niveau mondial pourraient avoir des conséquences importantes sur l'économie mondiale et sur l'économie africaine en particulier. Dans le même temps, les gouvernements africains multiplient les initiatives en faveur d'une plus grande intégration régionale, notamment avec la création de la zone de libre-échange continentale africaine.

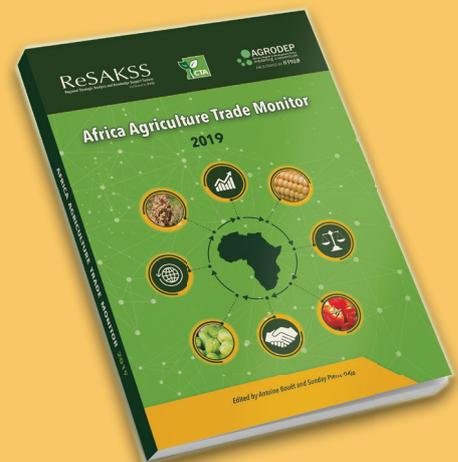
L'élaboration du Moniteur 2019 du commerce agricole en Afrique a fait intervenir les connaissances statistiques les plus détaillées et les outils techniques

les plus robustes. Les analyses ainsi réalisées présentent une description des plus importantes barrières à l'intégration du commerce en Afrique, une présentation des accords commerciaux performants et des accords moins performants au niveau régional, une identification des secteurs les plus compétitifs et une étude des caractéristiques de la spécialisation par secteur. Le rapport propose également une évaluation des conséquences possibles du protectionnisme croissant au niveau mondial sur l'économie africaine. Des recommandations de politiques claires sont formulées pour orienter les efforts actuels d'intégration commerciale sur le continent.

En comparaison avec les autres régions du monde, le commerce intrarégional en Afrique représente une faible part du commerce total ; en cause, non seulement une mauvaise intégration, mais aussi des niveaux de PIB plus faibles en Afrique. Les coûts commerciaux interviennent également : les coûts des transactions en Afrique sont élevés, même au sein des Communautés économiques régionales (CER). L'appartenance des pays à plusieurs CER complique l'harmonisation des politiques. .

Malgré un récent renforcement de l'avantage comparatif de l'Afrique en agriculture, la compétitivité du continent sur les marchés mondiaux concerne principalement les produits non transformés et semi-transformés ; à l'exclusion des produits transformés, qui sont plus compétitifs sur les marchés intra-africains. La flexibilité des exportateurs africains leur permet de réorienter leur gamme de produits et de conquérir de nouveaux marchés.

Le commerce transfrontalier informel (CTFI) représente une part importante du commerce total et joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et dans l'amélioration la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des ménages en Afrique. A titre d'exemple, le Bureau ougandais des statistiques rapporte que les flux du CFTI représentent entre 25 et 40 % des flux commerciaux intrarégionaux formels. Les informations sur l'ampleur et les caractéristiques du commerce informel restent rares, mais il est clair que le CFTI mérite plus d'attention. scale and characteristics of informal trade remains scarce, but clearly ICBT deserves more attention.



SOMMAIRE

Chapitre 1 : Vue d'ensemble

Chapitre 2 : L'Afrique dans le commerce agricole mondial

Chapitre 3 : Intégration commerciale intra-africaine

Chapitre 4 : Compétitivité des chaînes de valeur agricoles en Afrique

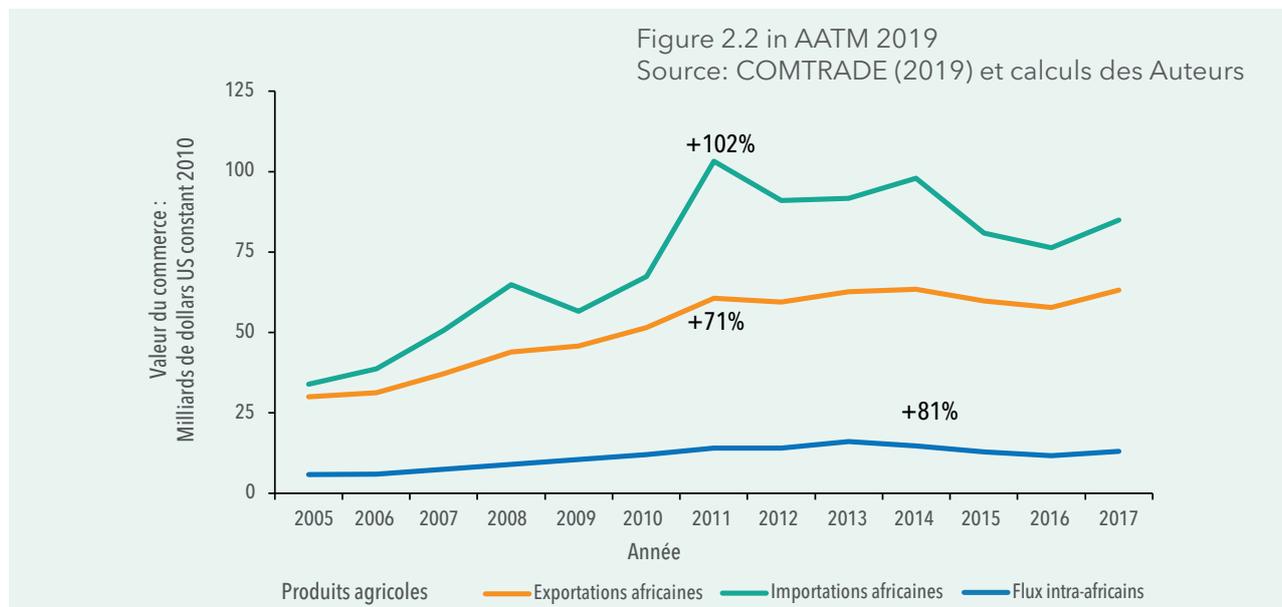
Chapitre 5 : Un système commercial mondial en crise : quels sont les enjeux pour l'Afrique ?

Chapitre 6 : Intégration commerciale régionale en Afrique orientale et australe

Les défis du commerce

Les mesures non tarifaires (MNT) constituent le principal obstacle à l'amélioration de l'intégration commerciale en Afrique. En effet, la faiblesse des performances commerciales provient moins des barrières tarifaires que de la prédominance des MNT, notamment à travers le rôle important joué par les formalités douanières. Le manque de diversification des produits contribue également à la performance commerciale relativement médiocre de l'Afrique sur les marchés mondiaux. L'augmentation de la demande sur les marchés africains qui résulte des changements démographiques et de la croissance économique est une raison supplémentaire de renforcer l'intégration économique sur le continent, laquelle intégration économique est également importante pour la diversification de la production et la valorisation des produits en Afrique.

Figure: Valeur des exportations et des importations agricoles africaines (milliards de dollars US, valeur nominale) 2005-2017



Opportunités pour l'Afrique

Les pays africains pourraient tirer avantage du conflit commercial actuel entre les principaux blocs commerciaux mondiaux pour augmenter leurs exportations, en particulier vers les États-Unis et la Chine. Toutefois, l'Afrique enregistrera une perte nette dans ses exportations dans le cas d'un durcissement de ces relations commerciales conflictuelles au niveau mondial. L'utilisation d'un modèle économique global montre que les pays africains pourraient tirer avantage des tensions bilatérales entre les États-Unis et la Chine, surtout si la zone de libre-échange continentale est en vigueur. Toutefois, les pays africains pourraient en pâtir si les approches protectionnistes de la politique commerciale se répandent et sont adoptées par un plus grand nombre de pays. Si la crise commerciale affecte la confiance des entrepreneurs – par exemple, à travers son impact sur les investissements – les conséquences pourraient être encore pire pour l'Afrique.

Le renforcement de l'intégration régionale en Afrique peut apporter des avantages économiques considérables, mais nécessitera des réformes ambitieuses. La libéralisation du commerce multilatéral (Cycle de Doha) est actuellement à l'arrêt et les gains que l'Afrique a tirés des cycles multilatéraux précédents ne sont pas clairement définis. Les régimes préférentiels accordés à l'Afrique par les pays riches n'ont pas non plus permis de repositionner l'Afrique dans le commerce mondial. La création d'un vaste marché continental pourrait effectivement apporter des avantages économiques. Cependant, pour atteindre ces objectifs, il faudrait non seulement éliminer les droits de douane sur l'ensemble du continent, mais aussi régler la question des MNT. Les réformes des formalités douanières (facilitation des échanges) sont particulièrement importantes à cet égard. D'autres mesures essentielles permettront d'améliorer les infrastructures de transport et de communication, de déterminer des règles d'origine simples, d'intensifier l'assistance technique, de simplifier les normes sanitaires et phytosanitaires et de réduire les obstacles techniques au commerce.

Antoine Bouët (a.bouet@cgiar.org) est Chercheur Senior à la Division Marchés, Commerce et Institutions de l'International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, DC. Sunday Pierre Odjo (s.odjo@cgiar.org) est Coordonnateur de Recherche Senior à la division Afrique de l'IFPRI, Dakar.

Cette publication est basée sur le rapport Africa Agriculture Trade Monitor 2019, publié par l'IFPRI, édité par Antoine Bouët et Sunday Pierre Odjo et a été évalué par les pairs. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne sont pas nécessairement représentatives de ou approuvées par le Système Régionale d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (ReSAKSS), le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) ou l'IFPRI.